

AFFAIRE DE L'ENLÈVEMENT DU PETIT AMINE YARICHÈNE

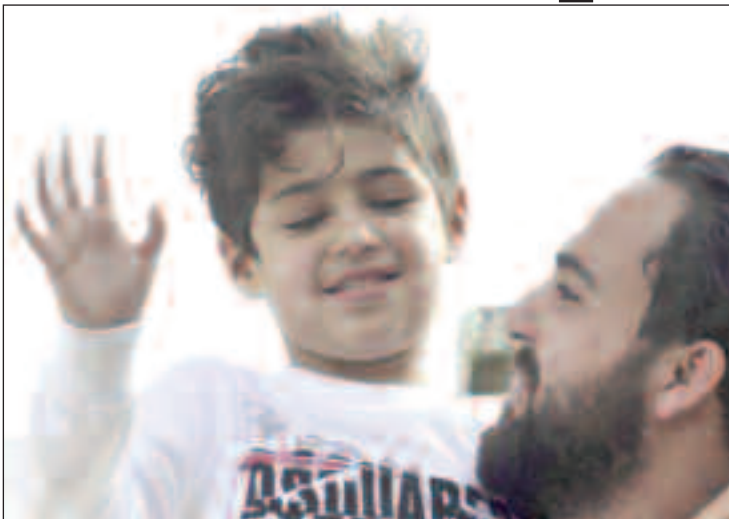
Les révélations du parquet

L'affaire de l'enlèvement du petit Amine Yarichène a-t-elle livré tous ses secrets ? Pour le procureur adjoint près le tribunal de Bir-Mourad-Raïs, le dossier est actuellement en instruction et quatre personnes sur les six présumées impliquées dans cette affaire ont été placées sous mandat de dépôt. Un des mis en cause, répondant au nom d'Omar le Parisien, sort de sa réserve et accuse le père de la victime.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'instruction de l'affaire du kidnapping du petit Amine Yarichène lèvera-t-elle définitivement le voile sur les non-dits de ce dossier ? La déclaration faite hier par le procureur adjoint près le tribunal de Bir-Mourad-Raïs, M. Lamari Mohamed, lors d'une rencontre avec la presse a définitivement confirmé l'hypothèse d'un enlèvement lié au versement d'une rançon. Ainsi, le magistrat en charge du dossier a indiqué que dans cette affaire, six personnes sont impliquées, dont deux sont en fuite et se trouvent à l'étranger, plus exactement en France. «Quatre inculpés, dont le principal accusé dans l'affaire d'Amine Yarichène, ont été présentés, hier, devant le juge d'instruction du tribunal de Bir-

Mourad-Raïs, qui les a mis sous mandat de dépôt», a annoncé le magistrat. Et d'ajouter : «Le principal accusé est un émigré qui se présentait sous une fausse identité, et qui circulait avec un faux permis de conduire». Sur un autre chapitre, le procureur adjoint près le tribunal de Bir-Mourad-Raïs affirme que le kidnapping est étroitement lié à une affaire d'argent. Il explique : «La somme initiale demandée par les ravisseurs à la famille d'Amine Yarichène était de quatre millions d'euros, avant qu'elle ne soit revue à la baisse, soit de 1,5 million d'euros. Les ravisseurs ont exigé qu'elle soit versée sur un compte à l'étranger.»

Le magistrat a salué les efforts déployés par les éléments de la Gendarmerie nationale qui



Le principal accusé est un émigré qui se présentait sous une fausse identité.

ont usé de tous les moyens d'investigation «pour retrouver sain et sauf le petit Amine et mettre hors d'état de nuire la bande à l'origine de ce kidnapping».

Il fera savoir aussi que l'enlèvement a été orchestré par deux personnes au moyen d'une moto à quelques encablures de son école.

Par ailleurs et dans une vidéo postée sur Facebook, un des mis

en cause, actuellement en fuite selon l'accusation, a dénoncé «la cabale montée de toutes pièces par le père du petit Amine». Se présentant au nom de «Omar le Parisien», ce dernier a démenti les «accusations de Mohamed Yarichène, qui m'accuse d'être la personne qui lui a demandé une rançon pour la libération de son fils Amine». S'adressant au père du petit Amine, il déclare : «C'est

faux. Absolument faux. Je n'ai rien à voir avec cette histoire. Je t'ai appelé une seule fois pour demander des nouvelles de ton fils Amine. Je n'ai aucun lien avec les personnes qui ont kidnappé ton fils. J'ai connu la personne qui a kidnappé ton fils chez toi dans ton domicile. C'est avec les personnes qui ont kidnappé ton fils que tu dois t'expliquer, pas avec moi. Tu n'as pas le droit de m'accuser à tort. Je n'ai rien à voir dans cette histoire. Tous les documents prouvant mon innocence dans cette affaire seront portés à la connaissance de la justice par le biais de mon avocat.

La vérité sera connue de tout le monde et là, on saura réellement les dessous de cette affaire», a-t-il expliqué. Et d'ajouter : «Tu veux m'accuser à tort. Toi, tu as de l'argent et des gens qui te protègent. Moi, j'ai le Bon Dieu et la vérité.» Pour rappel, le petit Amine porté disparu depuis le 21 octobre dernier a été donc retrouvé sain et sauf, le 2 novembre dernier dans la matinée, après 12 jours de disparition.

A. B.

VISITE DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE À CONSTANTINE

«La biométrie rendra service à la politique sociale»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Ghazi était en visite, hier à Constantine, pour un programme relativement chargé, puisque pas moins de six lieux ont été visités, en plus d'une émission radiophonique et une cérémonie de remise de prix étaient inscrits à l'ordre du jour.

Le secteur de l'emploi ou de la sécurité sociale accusent des déficits et des lacunes qui impactent significativement le monde du travail, notamment à la faveur d'une crise économique qui risque de faire des ravages si les bonnes décisions ne sont pas prises. En effet, lors d'un point de presse improvisé au niveau du siège de la Casnos, le ministre dira, très confiant : «La carte Chifa profite à plus de 95 % de la population avec l'existence de plus de huit millions de cartes, c'est le rôle de l'Etat d'œuvrer pour une protection sociale optimum», une manière de dire que des engagements sont pris par le gouvernement d'une manière plus que satisfaisante, nonobstant les déséquilibres financiers qui menacent grandement la gestion des caisses sociales. Sur ce point, le ministre dira : «Il est du devoir de tous les travailleurs de lutter pour que leurs employeurs les déclarent dans les règles et aux entreprises privées d'assumer leurs responsabilités en s'acquittant de leurs obligations patronales».

Une façon de renvoyer, dos à dos, employés et employeurs pour s'inscrire dans une logique de droit où chacune des parties trouvera son compte. Ce n'est malheureusement pas le cas, du moins pour Constantine, qui, à la faveur des énormes chantiers qui ont servi pour la manifestation culturelle de 2015, le monde du travail n'a pas évolué d'un iota. Les demandes d'emploi qui ne cessent d'augmenter et la sécurité sociale qui est bafouée dans plusieurs

des cas. Sur ce point, le chargé de la communication du ministère nous dira : «effectivement, beaucoup reste à faire dans le monde du travail qui touche, au cœur même, l'activité du pays, mais en l'absence de statistiques fiables sur une base de données, efficiente, tout le travail d'analyse que nous voulons entreprendre pour mieux

exploiter ces mêmes données et, partant, prendre des mesures objectives, est voué à beaucoup d'insuffisances.

Cependant, avec le fichier d'état civil biométrique qui vient de se concrétiser, nous pouvons espérer être plus perspicaces dans nos actions » et d'expliquer : «Lorsque l'on identifie une personne sur

cette même base de données et à l'échelle nationale, les informations contenues nous permettent de voir ce dont cette personne dispose et ainsi, atténuer sensiblement les fraudes qui faussent tout le travail accompli durant des années par les pouvoirs publics».

N. Benouar

MISE EN PLACE DES LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Comment ça va se faire pour les véhicules ?

L'importation des véhicules devrait être soumise au régime des licences d'importation ou d'exportation dès le début de l'année prochaine. Il s'agira donc de connaître le modus operandi qui s'appliquera aux concessionnaires automobiles.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les opérations d'importation et d'exportation de produits et marchandises seront soumises au régime des licences d'importation ou d'exportation, dès l'année prochaine. Prévue par la nouvelle loi régissant le commerce extérieur, adoptée en juillet dernier, l'institution du régime des licences, des autorisations ou des mesures de restriction quantitatives et/ou qualitatives, vient d'être entérinée par un décret exécutif pris récemment. Ainsi, ce régime des licences s'appliquera aux produits et marchandises qui seront identifiés, tant par les ministères concernés que par une commission interministérielle, mise en place récemment auprès du ministère du Commerce et qui regroupe des représentants de ce département ministériel, des douanes, des impôts, de l'industrie et des mines ainsi que

de l'agriculture. Il s'agira pour ces parties de préciser la nature des produits concernés et les conditions techniques (volumes, durée...), d'étudier les demandes des opérateurs du commerce extérieur et d'identifier le cas échéant des quotas ou contingents spécifiques. Cela étant, si l'importation des véhicules de tourisme et utilitaires est concernée par ce régime, ce qui semble probable à se référer à la rhétorique gouvernementale, quel sera alors le mode opératoire que devront suivre les concessionnaires automobiles notamment ? Or, il reviendra à cette commission ou comité interministériel de cerner de manière affinée l'état du marché automobile national, en termes de volumes (quantités importées ou produites localement, quantités écoulées et non écoulées...), selon les besoins nationaux en véhicules ainsi que

des capacités d'absorption dans le pays, mais aussi en fonction de la situation financière et économique des concessionnaires automobiles (contribution au Trésor, nombre d'unités commercialisées...), la corporation en comptant 25. Relevons qu'il s'agira pour cette commission de définir soit un plafond global, le seuil intangible de 400 000 véhicules par an ayant été avancé ici et là, ou de fixer des quotas (en volume et/ou en valeur) ou des fourchettes selon ces paramètres. Et en fonction de ces paramètres, le comité interministériel aura à statuer sur les demandes d'obtention ou de renouvellement de licences, formulées par les concessionnaires et de décider ou non d'octroyer des licences automatiques ou de fixer des contingents, selon les modalités précisées par le décret exécutif. Comme il s'agira pour les concessionnaires de formuler des demandes de licences automatiques essentiellement auprès du ministère du Commerce, en fonction des paramètres fixés par la com-

mission. Ainsi, chaque concessionnaire devra présenter une demande, accompagnée de documents justifiant la conformité des véhicules et sa situation juridique, pour obtenir une licence. Il pourra de ce fait importer totalement ou partiellement la quantité désirée ou bénéficier du quota qui lui aura été alloué, pour une certaine période, dans la mesure où il pourra renouveler sa demande et selon le mode de répartition adéquat du contingent. A charge cependant que l'octroi de licences d'importation ne constitue pas un facteur contraignant ou déstabilisant pour les concessionnaires automobiles, au demeurant tenus de s'y conformer. Et ce dans le contexte où les pouvoirs publics ainsi que l'establishment concernés escomptent le développement de la bonne régulation ainsi que la satisfaction des exigences de qualité et de sécurité, au-delà de l'objectif fondamental de la réduction de la facture d'importation, assez perceptible durant les derniers mois.

C. B.